

Centre Régional Africain pour le  
Développement Endogène et  
Communautaire  
Montée Zoé, Immeuble Express Union  
B.P 7199  
Tél : 677768548/678795741  
E-mail : [info@cradec.org](mailto:info@cradec.org)



# RAPPORT DE LA 7ème ÉDITION DU DIALOGUE CITOYEN

## Thème:

**« VERS UNE JUSTICE FISCALE ÉQUITABLE :  
PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT CITOYEN  
ET L'ÉQUITÉ DE GENRE AU CAMEROUN »**

**Yaoundé, 9 décembre 2025**





Centre Régional Africain pour le  
 Développement Endogène et  
 Communautaire  
 Montée Zoé, Immeuble Express Union  
 B.P 7199  
 Tél : 677768548/678795741  
 E-mail : [info@cradec.org](mailto:info@cradec.org)



## Table des matières

<b>LISTE DES ABRÉVIATION</b> .....	3
<b>I. INTRODUCTION</b> .....	4
1. Contexte et justification .....	4
2. Objectifs .....	4
3. Méthodologie et participants .....	5
<b>II. DÉROULEMENT DES TRAVAUX</b> .....	6
1. Séance inaugurale et ouverture officielle .....	6
2. Plénière 1 : justice fiscale et engagement citoyen .....	6
3. Session parallèle 2 : campagnes de justice fiscale.....	8
4. Synthèse et clôture de la première journée .....	11
5. Mot de fin du directeur exécutif du CRADEC .....	12
<b>III. CONCLUSION ET PERSPECTIVES</b> .....	12
<b>IV. COMMUNIQUÉ FINAL</b> .....	13
<b>V. ANNEXES</b> .....	15

## LISTE DES ABRÉVIATION

<b>AFEMIC</b>	Association des Femmes du Secteur Minier du Cameroun
<b>BSG</b>	Budget Sensible au Genre
<b>CCJF</b>	Comités Communaux de Justice Fiscale
<b>CRADEC</b>	Centre Régional Africain pour le Développement Communautaire et Endogène
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>FFI</b>	Flux Financiers Illicites
<b>GAD</b>	Groupe d'Action pour le Développement
<b>GIC</b>	Groupe d'Initiative Commune
<b>ITIE</b>	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
<b>MINFI</b>	Ministère des Finances
<b>MINPROFF</b>	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>ONAPED</b>	Organisation Nationale pour la Promotion de l'Éducation et du Développement
<b>OSC</b>	Organisations de la Société Civile
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>STB</b>	Stop The Bleeding
<b>TJNA</b>	Tax Justice Network Africa

:

## I. INTRODUCTION

### 1. Contexte et justification

Le 9 décembre 2025 s'est tenue à Yaoundé, à l'Hôtel Tou'Ngou, la première journée de la septième édition du Dialogue Citoyen, placée sous le thème « **Vers une justice fiscale équitable : promouvoir l'engagement citoyen et l'équité de genre au Cameroun** ». *Organisé par le Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)*, en partenariat avec Tax Justice Network Africa, Oxfam, et avec la collaboration technique de la Direction Générale des Impôts (DGI) et du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF). Cet événement s'inscrit dans un contexte national marqué par la fin du processus électoral présidentiel d'octobre 2025 et le début d'un nouveau mandat présidentiel. Le discours d'investiture du Président de la République, du 6 novembre 2025, mettant l'accent sur la grandeur, l'espérance, la lutte contre la corruption, l'inclusion des femmes et des jeunes, et la réponse aux aspirations populaires en matière de justice sociale et de transparence, a offert un cadre politique propice à une réflexion collective sur la réforme fiscale. Le Dialogue Citoyen se veut une plateforme de concertation, de plaidoyer et de co-construction de politiques publiques, alignée sur la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), de la Vision 2035 du Cameroun et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Cette première journée avait pour objectif principal de sensibiliser et de mobiliser les parties prenantes autour des enjeux de la justice fiscale, de l'engagement citoyen et de l'intégration du genre dans les politiques fiscales, en vue de formuler des recommandations concrètes pour des réformes inclusives et équitables. Elle a rassemblé une diversité d'acteurs : administrations publiques, organisations de la société civile (OSC), représentants du secteur privé, femmes leaders, partenaires techniques et financiers (PTF), médias, et membres des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF).

### 2. Objectifs

L'objectif général de la journée était de contribuer à l'amélioration de la justice fiscale au Cameroun à travers un dialogue constructif entre l'État, la société civile, le secteur privé, les médias et les citoyens.

De manière spécifique, il s'agissait de :

- Promouvoir l'engagement des citoyens sur les questions de justice fiscale et de mobilisation des ressources domestiques.
- Sensibiliser les participants aux campagnes de justice fiscale, notamment la campagne « Stop The Bleeding ».
- Analyser les systèmes fiscaux sous l'angle du genre pour identifier et promouvoir l'équité.
- Identifier les biais systémiques dans les politiques fiscales camerounaises et initier la formulation de recommandations pertinentes.
- Faciliter un dialogue constructif et inclusif entre toutes les parties prenantes pour jeter les bases d'un plaidoyer commun.

### 3. Méthodologie et participants

La journée a été structurée en une plénière inaugurale, suivie de deux sessions parallèles. Les échanges ont été modérés, avec des interventions de panélistes représentant l'administration fiscale, la société civile, le secteur privé, les femmes leaders et les médias.

#### Les participants incluait

- Des représentants ministériels (MINFI/DGI, MINPROFF) ;
- Des organisations de la société civile (CRADEC, OSC genre, associations communautaires) ;
- Des chefs d'entreprise à leadership féminin ;
- Des membres des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF) ;
- Des partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- Des journalistes et acteurs médiatiques.

Après une séance inaugurale incluant l'accueil, l'inscription, une présentation des participants et un mot d'ouverture, les travaux se sont articulés autour de deux temps forts :

- Une session plénière principale sur le thème « Justice Fiscale et Engagement Citoyen », modérée par M. Evrard FOU DA (Réseau Alliance pour les Finances Publiques).
- Deux sessions parallèles traitées successivement



La session 1 : « Mobilisation des Ressources Domestiques » et la session 2 : « Campagnes de Justice Fiscale », modérée par M. Cyrille TIPANE (Groupe d'Action pour le Développement - GAD).

Les sessions étaient conçues pour inclure des exposés introductifs par des experts, des interventions de panélistes issus de divers horizons, et des périodes d'échanges et de questions-réponses (Q&R) avec l'ensemble des participants. Des techniques d'animation dynamiques (brise-glace, exercices interactifs) ont été employées pour stimuler la participation et créer un climat d'échange convivial.

## II. DÉROULEMENT DES TRAVAUX

### 1. Séance inaugurale et ouverture officielle

La journée a débuté par l'accueil et l'inscription des participants, suivis d'un tour de table permettant à chacun de se présenter. Cette étape a révélé la richesse et la diversité de l'assistance, composée de fonctionnaires, de militants associatifs, de chefs d'entreprise, de journalistes, de chercheurs et de représentants de CCJF venus de différents départements (Bafoussam, Foumban, Dschang, Bafoussam, Bafang et Mbouda ) de la région de l'Ouest.

#### ❖ *Mot d'ouverture et cadrage institutionnel*

Le président du Conseil d'Administration du CRADEC M. NGUINI ATANGANA Philibert Romain, a prononcé le discours d'ouverture. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a situé l'événement dans son double contexte symbolique : la commémoration des Journées Internationales de lutte contre la Corruption (9 décembre) et des Droits de l'Homme (10 décembre). Il a souligné que le Dialogue Citoyen s'inscrit comme une plateforme citoyenne visant à renforcer la contribution des organisations de la société civile, patronales, politiques, syndicales et confessionnelles à la mise en œuvre des agendas de développement nationaux et internationaux, avec pour point de convergence « la fortune publique comme indicateur de la souveraineté budgétaire ».

M. NGUINI ATANGANA Philibert Romaina établi un lien direct entre ce dialogue et le discours d'investiture présidentielle du 6 novembre 2025, relevant l'accent mis par le chef de l'État sur la transparence, l'inclusion et la réponse aux aspirations des citoyens. Il a affirmé que la dynamique initiée par ce discours « résonne particulièrement dans le cadre de notre dialogue » et constitue une opportunité pour œuvrer ensemble à une gouvernance plus équitable et responsable. Il a rappelé que la justice fiscale n'est pas seulement une question technique, mais un impératif de paix sociale, car « la paix doit être précédée par la justice ». Enfin, il a exprimé sa gratitude aux partenaires techniques et financiers (TJNA, Oxfam, Expertise Finance) et à la DGI pour leur soutien et leur collaboration essentiels à la poursuite de la mission d'équité fiscale. Il a déclaré ouvert les travaux de la 7ème édition du Dialogue Citoyen, invitant les participants à un engagement franc et constructif.

### 2. Plénière 1 : justice fiscale et engagement citoyen

Modérée par M. Evrard Fouda, cette session fondamentale avait pour but de poser les bases conceptuelles, de dresser l'état des lieux et d'identifier les défis liés à la justice fiscale et à la participation citoyenne au Cameroun.

#### ❖ *Exposé introductif par le CRADEC sur la définition la Justice Fiscale ?*

M. Jean MBALLA MBALLA, en sa qualité de Directeur Exécutif du CRADEC, a assuré l'exposé liminaire. S'appuyant sur le support de présentation « Justice Fiscale et Engagement Citoyen », il a défini la justice fiscale comme étant « la collecte et la redistribution équitable et transparente des ressources financières ». Il en a détaillé les piliers :

#### - **Financement Public**

Assurer un financement adéquat des services publics essentiels (santé, éducation, infrastructures).

- **Réduction des Inégalités**

Utiliser la fiscalité comme un outil de correction des disparités économiques et sociales.

- **Confiance**

Renforcer la crédibilité du système fiscal auprès des citoyens pour favoriser le consentement à l'impôt.

Il a contextualisé ce concept au Cameroun, le qualifiant à la fois de « nouveau et ancien ». Nouveau, car son appropriation par la société civile et son intégration dans le débat public sont récentes, notamment dans les pays francophones. Ancien, car les principes d'équité et de nécessité de l'impôt sont universels. Il a pointé le fossé et les préjugés qui éloignent les citoyens camerounais de la fiscalité, alors même qu'elle nous colle à la peau et conditionne le contrat social. Il a insisté sur le fait que l'impôt doit être un outil de régulation des inégalités et de production de services publics, reposant sur les principes d'équité (contribution selon la capacité) et de redistributivité.

❖ *Interventions des panélistes*

Trois panélistes ont ensuite enrichi le débat de leurs perspectives institutionnelles :

- **Représentant CRADEC**

M MBALLA MBALLA a présenté un aperçu des réformes fiscales en cours, notamment dans le cadre de la préparation de la Loi de Finances 2026. Il a souligné les efforts de l'administration pour élargir l'assiette fiscale, simplifier les procédures et lutter contre la fraude. Il a reconnu le défi de la sensibilisation et la nécessité d'une collaboration avec la société civile pour améliorer la compréhension et l'adhésion des contribuables.

- **Représentant du MINPROFF**

L'intervenant a mis en lumière le lien intrinsèque entre politique fiscale et genre. Il a expliqué comment certaines dispositions fiscales, en apparence neutres, peuvent avoir un impact différencié et souvent défavorable sur les femmes, notamment celles entrepreneures dans le secteur informel ou porteuses de charges familiales. Il a plaidé pour une « BSG » et une analyse systématique de l'impact genré des mesures fiscales.

- **Représentant d'ONAPED**

M. NTCHAMANDE Augustin a abordé la question sous l'angle des droits et de la redevabilité. Pour lui, la justice fiscale est une condition de la réalisation des droits économiques et sociaux. Il a dénoncé le manque de transparence dans l'utilisation des recettes fiscales et a appelé à renforcer les mécanismes de suivi citoyen des budgets et des dépenses publiques.

❖ *Débats et Échanges avec la salle (Q&R)*

La séance de questions-réponses a été animée et a permis de dégager des préoccupations majeures :

- De nombreux participants ont questionné les mécanismes concrets permettant de tracer l'utilisation des fonds publics, depuis la collecte jusqu'à l'exécution budgétaire. La crainte d'un détournement des ressources au détriment des services publics a été largement exprimée.

- La technicité du langage fiscal et l'opacité des procédures ont été identifiées comme des barrières majeures à l'engagement citoyen. Les participants ont demandé une simplification des textes et des campagnes de vulgarisation à grande échelle.
- Des représentants de petits commerçants, notamment des femmes, ont dénoncé le poids et la multiplicité des taxes qui étouffent leurs activités et les maintiennent dans l'informel, les privant ainsi de protection sociale.
- Le rôle de la fiscalité dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, en particulier dans le secteur extractif, a été souligné comme un enjeu de souveraineté économique.

❖ *Recommandations émergentes de la Plénière 1*

À l'issue des discussions, un premier jet de recommandations a été formulé à savoir :

- Réduire la pression fiscale sur les petites commerçantes et entrepreneurs du secteur informel pour faciliter leur transition vers le formel.
- Renforcer la BSG au sein de toutes les administrations.
- Organiser des séminaires de formation et d'échange avec les parlementaires sur la fiscalité sensible au genre pendant le processus budgétaire.
- Proposer une méthodologie pour intégrer la dimension genre dans le Code Général des Impôts.
- Systématiser l'intégration d'analyses d'impact genre dans l'élaboration de toute mesure fiscale.
- Simplifier les procédures de formalisation des entreprises, en particulier pour les femmes (passage des GIC aux PME).
- Élaborer des kits de guides et de formation à la fiscalité à destination des femmes.
- Organiser des ateliers de dissémination des politiques fiscales auprès des femmes et des groupes vulnérables.
- Renforcer les processus de collecte et d'analyse de données désagrégées par sexe pour éclairer les politiques.

### 3. Session parallèle 2 : campagnes de justice fiscale

Modérée avec dynamisme par M. Cyrille TIPANE, cette session visait à examiner l'efficacité des campagnes de plaidoyer existantes, à partager les bonnes pratiques et à réfléchir à des stratégies d'amélioration.

❖ *Campagne « Stop The Bleeding » (STB) présentée par le CRADEC*

Mme Audrey ENENGBINE du CRADEC a présenté en détail la campagne STB, initiative mondiale de plaidoyer contre les Flux Financiers Illicites et pour la justice fiscale. Elle a rappelé ses origines (lancement en 2015 par Tax Justice Network Africa et ses partenaires) et son ancrage camerounais depuis plusieurs années. Les objectifs centraux de la campagne sont :

- Sensibiliser et mobiliser le public sur les enjeux des FFI et de l'évasion fiscale.
- Plaider pour l'adoption de politiques et de réformes législatives permettant une meilleure mobilisation et une redistribution équitable des ressources nationales, notamment dans le secteur extractif.
- Promouvoir la transparence fiscale et la redevabilité des entreprises.



Mme ENENGBINE a détaillé les stratégies et activités déployées par le CRADEC dans le cadre de cette campagne :

- *Sensibilisation par les médias*

Production et diffusion d'articles, d'émissions radiophoniques et télévisées, de contenus en ligne.

- *Événements publics et dialogues citoyens*

Intégration systématique de la campagne dans les forums comme celui-ci pour mobiliser et recueillir des signatures de pétitions (plus de 9,000 signatures collectées sur plusieurs années).

- *Travail de plaidoyer parlementaire*

Depuis 2022, est née une collaboration avec un groupe de parlementaires référents (Coalition camerounaise APNIFFT) qui portent les messages de la campagne dans l'hémicycle, notamment lors du débat d'orientation budgétaire. Un résultat tangible cité est l'intégration, pour la première fois, de la thématique des FFI dans le Document de Programmation Économique et Budgétaire du gouvernement.

- *Mobilisation de divers acteurs*

Une implication des jeunes, des comédiens et humoristes pour des sketches, des universités, des organisations confessionnelles, et surtout des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF). Le travail avec les CCJF a permis de toucher directement les communautés de base, de « démystifier le langage fiscal » et de remonter les préoccupations locales.

- ❖ *Témoignages et interventions complémentaires*

Mme Omba Pascaline d'AFEMIC (Association des Femmes du Secteur Minier du Cameroun) : Son intervention a apporté un éclairage crucial et concret depuis le terrain. Elle a décrit les « obstacles structurels et administratifs multiples » auxquels sont confrontées les femmes actives dans le secteur minier artisanal et à petite échelle : difficultés d'accès aux titres miniers, fiscalité complexe et souvent arbitraire, harcèlement

par certains agents, exclusion des circuits de décision. Son témoignage a illustré de manière frappante comment l'injustice fiscale se double d'injustices de genre dans un secteur stratégique.

#### ❖ *Contributions des membres des CCJF présents dans la salle*

Plusieurs membres de CCJF (Bafoussam, Foumban, Dschang, Bafang et Mbouda) ont pris la parole pour partager leurs expériences de mobilisation locale. Ils ont expliqué comment ils organisent des causeries éducatives, utilisent les radios communautaires et interpellent les autorités locales sur des questions de taxes injustes ou de dépenses publiques non visibles. Ils ont souligné l'importance de comprendre la fiscalité pour pouvoir la questionner et exiger des comptes.

#### ❖ *Débats et réflexions sur l'amélioration des campagnes*

La modération interactive de M. TIPANE a guidé l'assemblée vers une réflexion critique : « Comment améliorer les campagnes de justice fiscale ? ». Les échanges ont fait ressortir les points suivants :

##### • **Renforcement des capacités**

Une nécessité de former davantage les acteurs de la société civile et des CCJF sur les arcanes techniques de la fiscalité pour un plaidoyer plus informé et percutant.

##### • **Amélioration de la collaboration**

Importance de créer et d'institutionnaliser des cadres de dialogue réguliers entre le gouvernement, les OSC, le secteur privé et les médias pour construire un consensus et une action coordonnée.

##### • **Communication et lutte contre la désinformation**

Besoin de stratégies de communication innovantes, accessibles (utilisation des langues locales, supports visuels) et massives pour toucher un public plus large et contrer les fausses informations.

##### • **Questions fondamentales**

Les participants ont insisté sur la nécessité de toujours revenir aux questions de base : « Tout le monde paie-t-il ses impôts et taxes ? », « La méthode de paiement est-elle juste et équitable ? », « Comment susciter un engagement citoyen plus large et durable ? ».

#### **Recommandations issues de la session sur les campagnes**

- Investir dans des programmes de formation approfondis pour les acteurs de la société civile et des CCJF sur les questions fiscales et les techniques de plaidoyer.
- Établir des mécanismes de dialogue structuré et pérenne entre le gouvernement, les OSC et le secteur privé.
- Mettre en œuvre et renforcer les mécanismes garantissant la transparence des données fiscales et financières, et permettre un suivi citoyen indépendant des dépenses publiques.
- Développer des outils de communication vulgarisés et adaptés aux différents publics cibles (femmes, jeunes, populations rurales).
- Capitaliser sur l'expérience des CCJF et étendre ce modèle à d'autres communes.

- Intensifier le plaidoyer pour la ratification et la mise en œuvre effective des conventions internationales contre l'évasion fiscale et pour l'échange automatique d'informations.

#### 4. Synthèse et clôture de la première journée

Une brève séance de synthèse a permis de faire le point sur les acquis de la journée. Les modérateurs et les représentants du CRADEC ont souligné la richesse et la franchise des échanges. Les principaux fils conducteurs ayant émergé sont :

- La justice fiscale est unanimement reconnue comme un pilier essentiel du développement équitable, de la lutte contre la corruption et du renforcement de la confiance entre l'État et les citoyens.
- L'équité de genre doit être intégrée de manière transversale et systématique dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques fiscales.
- L'engagement citoyen, notamment à travers des structures comme les CCJF et des campagnes comme « Stop The Bleeding », est une force motrice indispensable pour impulser et accompagner les réformes.
- La transparence et la redevabilité sont des exigences non négociables pour légitimer.

### **ANALYSE ET OBSERVATIONS GÉNÉRALES**

La composition de l'auditoire a été un atout majeur. La présence conjointe d'acteurs étatiques MINPROFF, de la société civile, du secteur privé informel (femmes du minier) et des médias a permis des échos croisés et une confrontation constructive des points de vue. La forte représentation des CCJF a ancré les débats dans les réalités locales. Les présentations, notamment celle sur la campagne STB, étaient bien structurées et documentées. Les témoignages, en particulier celui de Mme Omgba Pascaline, ont apporté une dimension humaine et concrète essentielle, évitant un débat trop académique.

#### 1. Principaux défis identifiés de manière récurrente :

- o **Fossé entre la loi et sa mise en œuvre**

Les participants reconnaissent des avancées dans les textes mais pointent du doigt les lacunes dans l'application, le contrôle et la sanction.

- o **Fiscalité perçue comme punitive et injuste**

Surtout pour les petits acteurs et les femmes, la fiscalité est vécue comme un fardeau qui n'est pas compensé par des services publics de qualité et durable.

- o **Faiblesse des mécanismes de transparence**

L'accès à l'information budgétaire et fiscale demeure difficile, entravant tout contrôle citoyen.

- o **Complexité et manque de vulgarisation**

Le langage technique reste une barrière à la compréhension et à l'appropriation par le grand public.

- **Émergence d'un consensus fort**

Malgré la diversité des positions, un consensus s'est dégagé sur la nécessité absolue de réformes fiscales inclusives, intégrant le genre, et fondées sur une participation citoyenne active et informée. Le rôle de la société civile comme interface, sensibilisatrice et garde-fou est pleinement reconnu.

## 5. Mot de fin du directeur exécutif du CRADEC

Dans son mot de fin, le Directeur Exécutif du CRADEC a exprimé sa satisfaction quant au bon déroulement de la première journée du 7<sup>e</sup> Dialogue Citoyen et à la forte mobilisation des administrations publiques, de la société civile, du secteur privé, des médias, des partenaires techniques et financiers ainsi que des CCJF. Il a salué la qualité des échanges, jugés riches, inclusifs et constructifs.

Il a souligné que les débats ont permis de renforcer la compréhension des enjeux de la justice fiscale, de l'engagement citoyen et de l'équité de genre, tout en mettant en évidence la nécessité de plus de transparence et de redevabilité dans la gestion des ressources publiques. Il a insisté sur le rôle clé des CCJF et des campagnes telles que « Stop The Bleeding » dans la mobilisation citoyenne et la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale et les flux financiers illicites.

Reconnaissant que la construction d'une fiscalité juste et sensible au genre est un processus de long terme, il a estimé que les recommandations issues de cette journée constituent une base solide pour renforcer le plaidoyer et orienter les réformes à venir. Il a enfin appelé à la poursuite de la collaboration entre tous les acteurs et réaffirmé l'engagement du CRADEC à accompagner ce processus, avant de remercier les participants et de les inviter à rester mobilisés pour la suite du Dialogue Citoyen.

## III. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Le 7<sup>e</sup> Dialogue Citoyen a pleinement atteint ses objectifs. Elle a réussi à créer un espace de dialogue franc et productif autour des enjeux cruciaux de la justice fiscale, de l'équité de genre et de l'engagement citoyen au Cameroun. Les échanges ont permis de clarifier les concepts, de partager des expériences concrètes (succès et obstacles), de confronter les perspectives et de jeter les bases d'un plaidoyer commun.

Les nombreuses recommandations émises, bien que préliminaires, tracent une feuille de route exigeante mais nécessaire. Elles appellent à une action concertée sur plusieurs fronts : réforme des textes (Code Général des Impôts), renforcement des capacités des acteurs (État, OSC, citoyens), amélioration des mécanismes de transparence et de redevabilité, et surtout, la prise en compte systématique de la dimension genre.

L'énergie et l'engagement manifestés par l'ensemble des participants, des experts aux membres des CCJF, témoignent d'une volonté collective forte de faire évoluer le système fiscal camerounais vers plus d'équité et de justice. Le Dialogue Citoyen s'affirme ainsi comme une plateforme incontournable pour la co-construction d'une fiscalité au service du développement inclusif et durable du Cameroun.

#### IV. COMMUNIQUÉ FINAL

##### Vers une justice fiscale équitable qui promeut l'engagement citoyen et l'équité de genre au Cameroun

Le 9 décembre 2025, s'est tenue à Yaoundé la première journée de la 7<sup>e</sup> édition du Dialogue Citoyen, placée sous le thème : « *Vers une justice fiscale équitable : promouvoir l'engagement citoyen et l'équité de genre au Cameroun* ». Cette rencontre a mobilisé des représentants des administrations publiques, des organisations de la société civile, du secteur privé, des femmes leaders, des médias, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des Comités Communaux de Justice Fiscale (CCJF), traduisant un fort intérêt national pour les enjeux de justice fiscale et de gouvernance des ressources publiques.

##### Contexte et justification

Cette 7<sup>e</sup> édition du Dialogue Citoyen s'inscrit dans un contexte politique national marqué par l'ouverture d'un nouveau mandat présidentiel placé sous le signe de la *grandeur* et de *l'espérance*. Elle se veut un cadre de réflexion, de concertation et de plaidoyer visant à renforcer la participation citoyenne, la transparence et l'équité dans la mobilisation et la gestion des ressources publiques, en cohérence avec les priorités nationales de développement et les engagements internationaux du Cameroun.

##### Objectifs du Dialogue Citoyen

L'objectif général de cette édition est de contribuer à l'amélioration de la justice fiscale au Cameroun à travers un dialogue inclusif et constructif entre l'État, la société civile, le secteur privé et les citoyens.

De manière spécifique, il s'agissait de :

- Promouvoir l'engagement citoyen en matière de justice fiscale et de mobilisation des ressources domestiques ;
- Sensibiliser les parties prenantes aux campagnes de justice fiscale, notamment la campagne « Stop The Bleeding » ;
- Analyser les politiques fiscales sous l'angle du genre afin de promouvoir l'équité ;
- Identifier les biais systémiques et formuler des recommandations en faveur de réformes fiscales inclusives.

##### Points saillants des travaux

###### ✓ Plénière : Justice fiscale et engagement citoyen

La session plénière, modérée par M. Evrard Fouda, a permis de poser les bases conceptuelles de la justice fiscale et d'ouvrir le débat sur les enjeux de transparence, de redevabilité et de confiance entre l'État et les citoyens. Les échanges ont mis en évidence la nécessité de rendre la fiscalité plus compréhensible, plus équitable et mieux adaptée aux réalités socioéconomiques, notamment celles des femmes et des petits acteurs économiques.

## Principales recommandations issues de la plénière

- Alléger la pression fiscale sur les petites activités économiques, en particulier celles portées par les femmes ;
- Renforcer la budgétisation sensible au genre au sein des administrations publiques ;
- Intégrer systématiquement l'analyse genre dans les politiques et textes fiscaux ;
- Simplifier les procédures de formalisation des entreprises, notamment pour les femmes ;
- Renforcer la collecte et l'exploitation des données fiscales désagrégées par sexe.

### ✓ Session parallèle : Campagnes de justice fiscale

Animée par M. Cyrille Tipane, cette session a mis l'accent sur les stratégies de plaidoyer et de mobilisation citoyenne, notamment à travers la campagne « **STB** », présentée par le CRADEC. Les discussions ont souligné le rôle déterminant des médias, des organisations de la société civile et des CCJF dans la sensibilisation des communautés à la lutte contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale.

Les témoignages issus du secteur minier, en particulier ceux des femmes, ont mis en lumière les obstacles structurels et administratifs persistants, renforçant la nécessité de réformes fiscales plus justes, inclusives et sensibles au genre.

## Recommandations clés issues de la session

- Renforcer les capacités des acteurs de la société civile et des CCJF en matière fiscale et de plaidoyer ;
- Institutionnaliser des cadres de dialogue réguliers entre l'État, les OSC et le secteur privé ;
- Améliorer l'accès à l'information fiscale et budgétaire afin de permettre un contrôle citoyen effectif ;
- Développer des outils de communication adaptés aux différents publics cibles.

## Adoption du communiqué final

À l'issue des travaux, le communiqué final a été lu par un représentant du CRADEC. Il a synthétisé les principaux points débattus ainsi que l'ensemble des recommandations formulées par les participants. Ce document a été approuvé par l'ensemble des parties prenantes, traduisant un consensus fort sur les actions à entreprendre pour renforcer la justice fiscale, la transparence et la participation citoyenne, notamment au niveau local.




## Conclusion et perspectives

La première journée du 7<sup>e</sup> Dialogue Citoyen a mis en évidence une volonté collective affirmée de faire évoluer le système fiscal camerounais vers plus de justice, d'équité et de transparence, avec une attention particulière portée à l'intégration du genre et à l'engagement citoyen. Les recommandations formulées constituent une base solide pour nourrir le plaidoyer et accompagner les réformes fiscales à venir.

*Fait à Yaoundé, le 9 décembre 2025.*

V. ANNEXES









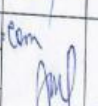





❖ Liste de présence

### FICHE DE PRESENCE

Objet : .....7<sup>ème</sup> DIALOGUE CITOYEN.. Sous le thème général : "Vers une Justice Fiscale Équitable : Promouvoir l'Engagement Citoyen et l'Équité de Genre au Cameroun" .....

Date et Lieu : .....09 - 10 décembre 2025 à TOU'NGOU Hôtel, Yaoundé/Cameroun .....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSES	SIGNATURE	
						Jour 1	Jour 2
1	DEWATH FABRICE	Yaoundé	THE CUDRIAN POST	Journalist	E-mail : <a href="mailto:fabrice.dewath@cradec.org">fabrice.dewath@cradec.org</a> Tél : 675754355 BP :		
2	Me LEKINA MAÏE ROUSE	Yaoundé	AESF	Avocat	E-mail : <a href="mailto:lekina.rousseau@cradec.org">lekina.rousseau@cradec.org</a> Tél : 655331244 BP :		
3	Gerard Fedy Ndomang	Yaoundé	Centre pour l'agence	Journalist	E-mail : <a href="mailto:gerard.fedy@cradec.org">gerard.fedy@cradec.org</a> Tél : 676261207 BP :		
4	KENTACK C. Pamela	Bekohang	CCJF - Bekohang	présidente	E-mail : <a href="mailto:cpamela2012@yahoo.fr">cpamela2012@yahoo.fr</a> Tél : 673962957 BP :		
5	TIATSE NKUE Claude	Bafoussam	CCJF Bafoussam	président	E-mail : <a href="mailto:tiatseclaude@gmail.com">tiatseclaude@gmail.com</a> Tél : 696142873 BP : 1399 Bafoussam		
6	Fokou Ghislain	Mboussa	CCJF Mboussa	Communication	E-mail : <a href="mailto:fokoughislain@cradec.org">fokoughislain@cradec.org</a> Tél : 650918733/6572548 BP :		
7	ABO-AMHA Adahou	Yolé	GTOG	PCA	E-mail : <a href="mailto:aaadabou@cradec.org">aaadabou@cradec.org</a> Tél : 67759914 BP :		



Centre Régional Africain pour le  
Développement Endogène et  
Communautaire  
Montée Zoé, Immeuble Express Union  
B.P 7199  
Tél : 677768548/678795741  
E-mail : [info@cradec.org](mailto:info@cradec.org)



### FICHE DE PRESENCE

Objet : .....7<sup>eme</sup> DIALOGUE CITOYEN.. Sous le thème général : "Vers une Justice Fiscale Équitable : Promouvoir l'Engagement Citoyen et l'Équité de Genre au Cameroun" .....

Date et Lieu : .....09 – 10 décembre 2025 à TOU'NGOU Hôtel, Yaoundé/Cameroun .....















N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSES	SIGNATURE	
						Jour 1	Jour 2
08	NTCHAMANDE AUGUSTIN	BAFOUSSAM	ONAPED	Secrétaire Exécutif	E-mail : antchamande@gmail.com Tél : 699858422 BP : Bafoussam		
09	DZANGUE DJEUMELI Roméo	Yaoundé	GAD	Membre	E-mail : Tél : 670.71.57.30 BP :		
10	NKE Joseph	Yaoundé	IAI	Ingénieur	E-mail : nketonyi.stephane@iaicameroun.com Tél : 056 54 12 60 BP :		
11	KANSE ONANA JOCELYNE LEA	Yaoundé	GAD	Membre	E-mail : onanajocecyne73@gmail.com Tél : 699 80 36 65 BP :		
12	NTAMACK NICK- STEPHANE JUNIOR	Yaoundé	COSADER	Responsable plaidoyer	E-mail : stephanenick@cosader.org Tél : 690 84 23 28 BP : 11 813		
13	Oliver AZHEYANG	Yaoundé	MHPROFF	chef de Service	E-mail : azheyang1204@gmail.com Tél : BP :		
14	NGANFANG Hervé Michel	Foumban	CRADEC	Directeur Exécutif	E-mail : Tél : 677242331 BP : 675 68 43 39		



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : .....7<sup>ème</sup> DIALOGUE CITOYEN.. Sous le thème général : "Vers une Justice Fiscale Équitable : Promouvoir l'Engagement Citoyen et l'Équité de Genre au Cameroun".....

Date et Lieu : .....09 - 10 décembre 2025 à TOU'NGOU Hôtel, Yaoundé/Cameroun.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSES	SIGNATURE	
						Jour 1	Jour 2
15	MYONDO Emilienne	Yaoundé	CDHC	chef sec CDPP	E-mail: myondoemilie@gmail.com Tél: 673921508 B P:		
16	MYONDO AMBA	YDE	AESF	PRÉSIDENT	E-mail: Tél: 699567659 B P:		
17	MOHANI Nabhan	Banka	LCDH	Président	E-mail: Tél: 670329199 B P:		
18	Prof Jayob Eddley	Yde	Cameroun Human Right Commission	Commission	E-mail: jayobedde@yahoo.com Tél: 677756100 B P:		
19	blaise Nwana	yde	Integration	Journalist	E-mail: blaisewnwana@gmail.com Tél: 6991385870 B P:		
20	NGUANI ATANGANA Philbert	yde	CRADEC	PCA	E-mail: nguaniatanga@yahoo.fr Tél: 677922240 B P: 7199		
21	MENDUGA ZANG MABELLE	yde	AESF	secrétaire	E-mail: Tél: 655136510 B P:		



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : .....7<sup>ème</sup> DIALOGUE CITOYEN.. Sous le thème général : "Vers une Justice Fiscale Équitable : Promouvoir l'Engagement Citoyen et l'Équité de Genre au Cameroun"

Date et Lieu : .....09 - 10 décembre 2025 à TOU'NGOU Hôtel, Yaoundé/Cameroun.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSES	SIGNATURE	
						Jour 1	Jour 2
22	ENENGBAÏNE CECILE AUNEY	Yaoundé	CRADEC	Chargée de Spécialité Évaluation	E-mail : <a href="mailto:cecaune@cradec.net">cecaune@cradec.net</a> Tél : 655 37 25 08 BP :		
23	Fominyam Divina Francis Simeu	Yaoundé	Transparency International	Project Assistant	E-mail : <a href="mailto:divins93@gmail.com">divins93@gmail.com</a> Tél : 679 542 649 BP :		
24	EBAH OBIE VIVIANE	Yaoundé	AESF	membre	E-mail : <a href="mailto:ebahob@cameroon.com">ebahob@cameroon.com</a> Tél : 688 70 64 69 BP :		
25	Eratus Ndeuh	Yaoundé	DASH TV	Journalist	E-mail : <a href="mailto:eratusndueh2@gmail.com">eratusndueh2@gmail.com</a> Tél : 655 99 07 01 BP :		
26	VALAÏRI BOUGUÉ	Yaoundé	VOXAFRICA	Journaliste	E-mail : <a href="mailto:valaib@gmail.com">valaib@gmail.com</a> Tél : 691 38 45 46 BP :		
27	BOUBA Jacob	Ydé	CRADEC	RAF	E-mail : <a href="mailto:jbouba@cradec.net">jbouba@cradec.net</a> Tél : 67490 7479 BP :		
28	SAM WAMBA	YDÉ	AESF	chargés des Programmes	E-mail : Tél : 655-32-93-99 BP : <a href="mailto:samywamba@bimow.com">samywamba@bimow.com</a>		



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : .....7<sup>me</sup> DIALOGUE CITOYEN.. Sous le thème général : "Vers une Justice Fiscale Équitable : Promouvoir l'Engagement Citoyen et l'Équité de Genre au Cameroun" .....

Date et Lieu : .....09 - 10 décembre 2025 à TOU'NGOU Hôtel, Yaoundé/Cameroun .....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSES	SIGNATURE	
						Jour 1	Jour 2
29	NZIE AWADU BANO	Yaounde	CRADEC	AAF	E-mail : bokora7192@gmail.com Tél : 678795741 BP :		
30	TOMBRUMA M.	Yaounde	Intégration	Journaliste	E-mail : mudeitendee@gmail.com Tél : 656602255 BP :		
31	WESSI LESSE Primo NDE	BANICA	Commune de Banica	Daïre M	E-mail : Nwinkam@fom.fr Tél : 699334043 BP :		
32	NFOUMBA André	Yaoundé	Joué de Colonne	Compte	E-mail : nfoumbaand@ yahoo.fr Tél : 97326229 BP : 11813		
33	FOUDA ATEBA	Yaounde	Alliance Financière Publique		E-mail : foudaateba@ yahoo.fr Tél : 69444763 BP :		
34	DMGBA Ballone	Yaounde	AFENIC		E-mail : ballone@ yahoo.fr Tél : 678.320.084 BP : 3258 Yaounde		
35	NKOLO NISSI Cristh	Yaounde	AGAGES MANAGEMENT CONSULTANTS		E-mail : apays@ yahoo.com Tél : 690456080 BP :		



Centre Régional Africain pour le  
Développement Endogène et  
Communautaire  
Montée Zoé, Immeuble Express Union  
B.P 7199  
Tél : 677768548/678795741  
E-mail : [info@cradec.org](mailto:info@cradec.org)



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : .....7<sup>ème</sup> DIALOGUE CITOYEN.. Sous le thème général : "Vers une Justice Fiscale Équitable : Promouvoir l'Engagement Citoyen et l'Équité de Genre au Cameroun" .....

Date et Lieu : .....09 - 10 décembre 2025 à TOU'NGOU Hôtel, Yaoundé/Cameroun .....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSES	SIGNATURE	
						Jour 1	Jour 2
36	MBARA TIRANE Cynille	Yaoundé	GAD	Coordonnatrice Exécution	E-mail : <a href="mailto:yourpedactions@gmail.com">yourpedactions@gmail.com</a> Tél : 659276933 B P :		
					E-mail : Tél : B P :		
					E-mail : Tél : B P :		
					E-mail : Tél : B P :		
					E-mail : Tél : B P :		
					E-mail : Tél : B P :		
					E-mail : Tél : B P :		